

**DECISION  
N°22-2022**

Le Maire de la commune de CLARENSAC ;  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22 ;  
Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;  
Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;  
Vu la délibération n° 052-2007 en date du 16 juillet 2007 instituant la régie de recettes « Location du foyer communal » ;  
Vu la délibération du conseil municipal en date du 12 novembre 2020 au terme de laquelle le conseil municipal a délégué au maire, pour la durée de son mandat, les pouvoirs lui permettant de régler les affaires énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;  
Considérant qu'il n'est plus possible de louer le foyer communal de la commune ;  
Considérant qu'il convient de mettre à jour la liste des régies communales en conséquence ;

**DECIDE**

**Article 1 :** La régie de recettes n° 22510 « Location du foyer communal » instituée auprès de la commune de CLARENSAC, Mairie, 5 Place de la Mairie est abrogée.

**Article 22 :** Le maire et le comptable assignataire la Trésorerie de Nîmes Agglomération sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera :

- communiquée au conseil municipal lors de la prochaine séance sous forme d'un donner acte,
- transmise à Madame la Préfète au titre du contrôle de légalité.

Fait à Clarensac  
Le 28 novembre 2022  
Le MAIRE  
Patrick GERVAIS



**LE MAIRE**

- CERTIFIÉ sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- INFORME que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir  
Devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente